



CHAPITRE 116

Loi concernant La corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et Les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain

[Sanctionnée le 4 février 1960]

CHAPTER 116

An Act respecting The corporation of the city of Cap-de-la-Madeleine and The school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain

[Assented to, the 4th of February, 1960]

Préambule.

ATTENDU què La corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, constituée en vertu de la loi 8 George V, chapitre 97, modifiée par les lois 13 George V, chapitre 100; 16 George V, chapitre 77; 3 George VI, chapitres 112 et 113; 8 George VI, chapitre 57; 10 George VI, chapitre 66; 12 George VI, chapitre 58; 13 George VI, chapitre 86; 15-16 George VI, chapitre 76; 1-2 Elizabeth II, chapitre 71; 3-4 Elizabeth II, chapitre 62, et 4-5 Elizabeth II, chapitre 83, et Les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, ont, par leur pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de leurs contribuables et pour la bonne administration de leurs affaires, qu'une loi soit adoptée établissant les taxes municipales et scolaires payables par certaines industries situées dans les limites du territoire sur lequel ils ont juridiction;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Communtation autorisée.

1. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient, générales ou spécia-

Preamble.

WHEREAS The corporation of the city of Cap-de-la-Madeleine, incorporated by the act 8 George V, chapter 97, amended by the acts 13 George V, chapter 100; 16 George V, chapter 77; 3 George VI, chapters 112 and 113; 8 George VI, chapter 57; 10 George VI, chapter 66; 12 George VI, chapter 58; 13 George VI, chapter 86; 15-16 George VI, chapter 76; 1-2 Elizabeth II, chapter 71; 3-4 Elizabeth II, chapter 62, and 4-5 Elizabeth II, chapter 83, and The school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, have, by their petition, represented that it is in the interest of their ratepayers and of the proper administration of their affairs that an act be passed fixing the municipal and school taxes payable by certain industries situated within the limits of the territory under their jurisdiction;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Communtation authorized.

1. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a. the municipal taxes of whatever nature, whether general or special, to be paid

les à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine par la compagnie Consolidated Paper Corporation Limited, sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à cent mille dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier janvier 1960. Cette fixation n'inclura pas les taxes d'eau et les licences d'affaires;

b) une évaluation de quatre millions de dollars pour les propriétés industrielles de la compagnie Consolidated Paper Corporation Limited devra demeurer au rôle d'évaluation au même montant durant toute ladite période du premier janvier 1960 au premier janvier 1965.

Communitation autorisée.

2. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient générales ou spéciales à être payées aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain par la compagnie Consolidated Paper Corporation Limited, sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites sont fixées à la somme de quatre-vingt mille six cents dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier juillet 1960;

b) une évaluation de quatre millions de dollars pour les propriétés industrielles de la compagnie Consolidated Paper Corporation Limited devra demeurer au rôle d'évaluation au même montant durant toute ladite période du premier juillet 1960 au 30 juin 1965.

Idem.

3. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine par la compagnie St. Regis Paper Company (Canada) Limited sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou

to the city of Cap-de-la-Madeleine by Consolidated Paper Corporation Limited, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including any additions and improvements which may be made thereto, shall be fixed at one hundred thousand dollars per annum for a period of five years, from and after the first of January, 1960. Such fixing shall not include water-rates and business licenses;

b. a valuation of four million dollars for the industrial properties of Consolidated Paper Corporation Limited, shall remain at the same amount on the valuation roll throughout the said period from the first of January, 1960 to the first of January, 1965.

2. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a. the school taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine in the county of Champlain by the Consolidated Paper Corporation Limited, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions and improvements which may be made thereto shall be fixed at the sum of eighty thousand six hundred dollars per annum for a five year period, from the first of July, 1960;

b. a valuation of four million dollars for the industrial properties of the Consolidated Paper Corporation Limited, shall remain at the same amount on the valuation roll throughout the said period from the first of July, 1960 to the 30th of June, 1965.

Communitation authorized.

3. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a. the municipal taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the city of Cap-de-la-Madeleine, by the St. Regis Paper Company (Canada) Limited, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry

en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à douze mille dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier janvier 1960.

Cette fixation n'inclura pas la taxe d'eau et les licences d'affaires;

b) une évaluation de quatre cent mille dollars pour les propriétés industrielles de la compagnie St. Regis Paper Company (Canada) Limited devra demeurer au rôle d'évaluation au même montant durant toute ladite période du premier janvier 1960 au premier janvier 1965.

Communi-
cation au-
torisée.

4. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales à être payées aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain par la compagnie St. Regis Paper Company (Canada) Limited sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à la somme de dix mille dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier juillet 1960;

b) une évaluation de quatre cent mille dollars pour les propriétés industrielles de la compagnie St. Regis Paper Company (Canada) Limited devra demeurer au rôle d'évaluation au même montant durant toute ladite période du premier juillet 1960 au 30 juin 1965.

Idem.

5. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine, par la compagnie Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, une compagnie formée en vertu des lois du Canada, ayant son bureau chef en la cité du Cap-de-la-Madeleine, sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, sont fixées à quatre

en the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions and improvements which may be made thereto shall be fixed at twelve thousand dollars per annum for a five year period from the first of January, 1960.

Such fixing shall not include water-rates and business licenses;

b. a valuation of four hundred thousand dollars for the industrial properties of the St. Regis Paper Company (Canada) Limited, shall remain at the same amount on the valuation roll throughout the said period from the first of January, 1960 to the first of January, 1965.

Communi-
cation au-
torisée.

4. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a. the school taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, by the St. Regis Paper Company (Canada) Limited, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions or improvements which may be made thereto shall be fixed to the sum of ten thousand dollars per annum for a five year period, from the first of July, 1960;

b. a valuation of four hundred thousand dollars for the industrial properties of the St. Regis Paper Company (Canada) Limited, shall remain at the same amount on the valuation roll throughout the said period from the first of July, 1960 to the 30th of June, 1965.

Idem.

5. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a. the municipal taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the city of Cap-de-la-Madeleine by Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, a company incorporated under the laws of Canada, having its chief place of business in the city of Cap de la Madeleine, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, shall be fixed at four thousand

mille dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier janvier 1960.

Cette fixation n'inclura pas la taxe d'eau et les licences d'affaires;

b) une évaluation de cent cinquante-quatre mille deux cent quarante-cinq dollars pour les propriétés industrielles de la compagnie Electro Refractories & Abrasives Canada Limited devra demeurer au rôle d'évaluation au même montant durant toute ladite période du premier janvier 1960 au premier janvier 1965.

Communi-
cation au-
torisée.

6. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales à être payées, aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain, par la compagnie Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, une compagnie formée en vertu des lois du Canada, ayant son bureau chef en la cité du Cap-de-la-Madeleine, sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à la somme de trois mille cinq cents dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier juillet 1960;

b) une évaluation de cent cinquante-quatre mille deux cent quarante-cinq dollars pour les propriétés industrielles de la compagnie Electro Refractories & Abrasives Canada Limited devra demeurer au rôle d'évaluation au même montant durant toute ladite période du premier juillet 1960 au 30 juin 1965.

Idem.

7. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient générales ou spéciales, à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine par la compagnie Norton Company, sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites,

dollars per annum for a period of five years from and after the first of January, 1960;

Such fixing shall not include water-rates and business licenses;

b. a valuation of one hundred and fifty-four thousand two hundred and forty-five dollars for the industrial properties of Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, shall remain at the same amount on the valuation roll throughout the said period from the first of January, 1960 to the first of January, 1965.

Communi-
cation au-
thorized.

6. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a. the school taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, by Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, a company incorporated under the laws of Canada, having its chief place of business in the city of Cap-de-la-Madeleine, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions and improvements which may be made thereto shall be fixed at the sum of three thousand five hundred dollars per annum for a five year period, from the first of July, 1960;

b. a valuation of one hundred and fifty-four thousand two hundred and forty-five dollars for the industrial properties of Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, shall remain at the same amount on the valuation roll throughout the said period from the first of July, 1960 to the 30th of June, 1965.

7. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a. the municipal taxes of whatever nature, whether general or special, to be paid to the city of Cap-de-la-Madeleine by the Norton Company, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including any additions and improvements which may be made thereto shall be fixed at eighteen

sont fixées à dix-huit mille dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier janvier 1960;

Cette fixation n'inclura pas la taxe d'eau et les licences d'affaires;

b) une évaluation de neuf cent mille dollars pour les propriétés industrielles de la compagnie Norton Company devra demeurer au rôle d'évaluation au même montant durant toute ladite période du premier janvier 1960 au premier janvier 1965.

Comm-
tation au-
torisée.

8. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales à être payées aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain par la compagnie Norton Company sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à la somme de quinze mille deux cent cinquante dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier juillet 1960;

b) une évaluation de neuf cent mille dollars pour les propriétés industrielles de la compagnie Norton Company devra demeurer au rôle d'évaluation au même montant durant toute ladite période du premier juillet 1960 au 30 juin 1965.

Idem.

9. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain, par la compagnie Reynolds Aluminum Company of Canada Ltd sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à la somme de vingt-quatre mille cent cinquante dollars pour la période d'une année à compter du premier juillet 1960 jusqu'au 30 juin 1961.

thousand dollars per annum for a period of five years, from and after the first of January, 1960;

Such fixing shall not include water-rates and business licenses;

b. a valuation nine hundred thousand dollars for the industrial properties of the Norton Company, shall remain at the same amount on the valuation roll throughout the said period from the first of January, 1960 to the first of January, 1965.

8. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a. the school taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine in the county of Champlain by the Norton Company, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions and improvements which may be made thereto shall be fixed at the sum of fifteen thousand, two hundred and fifty dollars per annum for a five year period, from the first of July, 1960;

b. a valuation of nine hundred thousand dollars for the industrial properties of the Norton Company, shall remain at the same amount on the valuation roll throughout the said period from the first of July, 1960 to the 30th of June, 1965.

Comm-
tation au-
thorized.

9. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the school taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, by the Reynolds Aluminum Company of Canada Ltd, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions and improvements which may be made thereto, shall be fixed at the sum of twenty-four thousand one hundred and fifty dollars for a one year period, from the first of July, 1960 to the 30th of June, 1961.

Idem.

Communi-
cation au-
torisée.

10. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a) les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient générales ou spéciales, à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine, par la compagnie Tooke Brothers, sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à cinq mille cinq cents dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier janvier 1960.

Cette fixation n'inclura pas la taxe d'eau et les licences d'affaires;

b) une évaluation de trois cent vingt-cinq mille dollars pour les propriétés industrielles de la compagnie Tooke Brothers devra demeurer au rôle d'évaluation au même montant durant toute ladite période du premier janvier 1960 au premier janvier 1965.

Idem.

11. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a) les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales à être payées aux commissaires d'écoles pour La municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, par la compagnie Tooke Brothers sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes les additions et améliorations qui pourraient y être faites, sont fixées à la somme de quatre mille cinq cents dollars par année pour une période de cinq ans à compter du premier juillet 1960.

S.R.,
c. 59,
a. 164a,
aj. pour
la corpt.

12. La Loi de l'instruction publique est modifiée pour Les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, en ajoutant, après l'article 164, le suivant:

Absence
pour
voter.

"164a. Tout employeur doit, le jour du scrutin, permettre à chaque électeur à son emploi de s'absenter du travail au moins deux (2) heures pour voter si tel employé ne peut avoir ce temps pour voter en demeurant au travail, et cela en outre

10. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a. the municipal taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the city of Cap-de-la-Madeleine by the company Tooke Brothers, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions or improvements which may be made thereto, shall be fixed at five thousand five hundred dollars per annum for a period of five years as from the first of January, 1960.

Such fixing shall not include water-rates and business licenses;

b. a valuation of three hundred and twenty-five thousand dollars for the industrial properties of the company Tooke Brothers shall remain at the same amount on the valuation roll throughout the said period as from the first of January, 1960 to the first of January, 1965.

Communi-
cation au-
thorisée.

11. Notwithstanding any general law or special act to the contrary,

a. the school taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for The municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, by the company Tooke Brothers, on all lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions and improvements which may be made thereto, shall be fixed at the sum of four thousand five hundred dollars per annum for a period of five years as from the first of July, 1960.

Idem.

12. The Education Act is amended for The school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, by adding, after section 164, the following:

R.S.,
c. 59,
s. 164a
added for
corpt.

"164a. Every employer must, on polling-day, allow every elector in his employ to leave work for at least two (2) hours to vote, if such employee cannot have such time for voting while remaining at work, and this in addition to the time

Absence
for
voting.

du temps normalement accordé pour le repas du midi, et il ne doit faire aucune déduction sur le salaire de cet électeur ni lui imposer aucune peine par suite de son absence durant ces heures.

Com-
pagnies de
chemin
de fer.

Le présent article s'applique également aux compagnies de chemin de fer et à leurs employés, à l'exception des employés chargés de la circulation des trains et auxquels ce temps ne peut être accordé sans nuire au service.

Peines.

Quiconque contrevient aux dispositions du présent article commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de cent (\$100.00) dollars."

Pension
autorisée.

13. Les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, sont autorisés à accorder à M. Leude Prince, sa vie durant, une pension de retraite au montant de soixante-quinze dollars par mois.

Entrée en
vigueur.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

ordinarily allowed for the midday meal, and must not make any deduction from the salary of such elector or subject him to any penalty by reason of his absence during such hours.

This section shall also apply to railway companies and their employees, except employees charged with the operation of trains to whom such time cannot be granted without impairing the service.

Railway
compa-
nies.

Every person contravening the provisions of this section shall be guilty of an offence and liable, upon summary proceeding, to a fine of one hundred (\$100.00) dollars."

Penalty.

13. The school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, are authorized to grant to Mr. Leude Prince, for his lifetime, a retirement pension amounting to seventy-five dollars per month.

Pension
author-
ized.

14. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.